

Questions orales

[Traduction]

LA POLLUTION PAR L'ARSENIC À YELLOWKNIFE—LES MESURES ENVISAGÉES PAR LE GOUVERNEMENT EN CAS DE DISSIMULATION DES FAITS

M. Wally Firth (Territoires du Nord-Ouest): Monsieur l'Orateur, j'ai une question supplémentaire à poser, que j'aimerais adresser au premier ministre. Quelles mesures entend-il prendre si le groupe de travail chargé d'étudier les problèmes de l'empoisonnement par l'arsenic dans la région de Yellowknife constate que des fonctionnaires du ministère fédéral de la Santé nationale ont participé à une tentative pour dissimuler les faits sur le niveau d'arsenic dans la région en cause?

[Français]

L'hon. Marc Lalonde (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur le président, la réponse est évidemment oui.

* * *

[Traduction]

LES ARTS D'INTERPRÉTATION

L'APPARENT REFUS DE VISAS À CERTAINS ARTISTES—DEMANDE DE RAPPORT

Mme Simma Holt (Vancouver-Kingsway): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au secrétaire d'État. De quel droit John Crompton, du bureau de tourisme du Conseil des Arts, use-t-il de menaces pour empêcher les membres de l'orchestre Osipov Balalaïka et les danseurs du Bolshoi d'obtenir leurs visas, comme ce fut apparemment le cas lorsque les artistes de la troupe Columbia de New York, ont été soumis à un chantage alors que cette troupe, tout comme d'autres groupes célèbres du monde du spectacle, se rend à Vancouver sur l'invitation des Famous Artists, troupe respectée de Vancouver depuis 40 ans; le secrétaire d'État pourrait-il également nous dire à combien s'élèvent les subventions et allocations du Conseil des Arts, du bureau de tourisme du Conseil des Arts et du secrétariat d'État qui ont permis de construire les installations et de mettre sur pied l'affaire David Y. Louie, et nous dire si le gouvernement...

Des voix: A l'ordre.

Mme Holt: ... par l'intermédiaire du Conseil des Arts, entend concurrencer les petits organismes indépendants qui existent déjà à Vancouver?

L'hon. John Roberts (secrétaire d'État): Monsieur l'Orateur, je tiens à remercier le député de m'avoir mis au courant de cette situation.

Des voix: Oh, oh.

M. Roberts: Je parle sérieusement, monsieur l'Orateur. Lorsqu'elle m'a parlé de ces faits, ou de ces prétendus faits, ce matin, j'ai immédiatement demandé à mon ministère de faire enquête et je veillerai à ce que les résultats de l'enquête en question lui soient communiqués sur-le-champ. Si la situation est telle qu'elle l'a décrite, vous m'en verrez profondément navré et désireux d'y remédier.

[M. Lalonde.]

● (1440)

LE PROGRAMME DE LUTTE CONTRE L'INFLATION

L'OPPORTUNITÉ DE NOUVEAUX STIMULANTS À L'INVESTISSEMENT—LES INTENTIONS DU GOUVERNEMENT

M. Sinclair Stevens (York-Simcoe): Monsieur l'Orateur, puisque Jean-Luc Pepin, président de la Commission de lutte contre l'inflation, a déclaré la semaine dernière que la réglementation des salaires et des prix avait nu aux investissements commerciaux au Canada et comme le ministre des Finances a lui-même déclaré aujourd'hui, à Toronto que nous devons absolument relancer les investissements privés si nous voulions créer un bon nombre d'emplois et accroître la productivité et que la réglementation des marges de profit n'avait aidé pas aux investissements, le premier ministre nous dira-t-il, compte tenu de ces déclarations, si nous pouvons nous attendre à voir communiquer à la Commission de nouvelles directives visant à encourager les investissements privés au Canada, ce qui permettrait de créer les emplois dont nous avons grandement besoin?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, il faudrait que j'étudie les déclarations que cite le député. Autant que je sache, rien n'indique de façon certaine que les contrôles aient en fait réduit le niveau d'investissements que le Canada aurait autrement connu ou qu'il y ait eu la moindre mauvaise affectation de ressources.

M. Stevens: Monsieur l'Orateur, le premier ministre nous dirait-il si le ministre des Finances dans son discours à Toronto aujourd'hui énonçait la politique du gouvernement quand il a déclaré:

... que, pour résoudre la plupart des nos défis économiques, il faudra d'abord accroître les investissements de capitaux... Nous nous préoccupons d'accroître les investissements dans notre programme pour 1977.

Est-ce là la politique du gouvernement?

M. Trudeau: Monsieur l'Orateur, cette déclaration me semble plein de bon sens. Je ne sais pas ce que disait le reste du discours, mais ce passage sorti de son contexte me semble avoir beaucoup de bon sens.

* * *

LA CHAMBRE DES COMMUNES

LA CONSTITUTION DE L'APPARENTE OPPOSITION EXTRA-PARLEMENTAIRE AU GOUVERNEMENT—DEMANDE DE RAPPORT

M. F. Oberle (Prince George-Peace River): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au premier ministre et concerne la motion que j'ai présentée plus tôt ainsi que des questions déjà posées à la Chambre. Le premier ministre est-il en mesure de confirmer que des listes ont circulé parmi les principaux membres de son cabinet et qu'elles renferment des noms de personnes qui projettent de former une opposition extra-parlementaire au gouvernement?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, je n'ai pas la moindre idée de ce dont parle le député.

Des voix: Oh, oh!

Une voix: On revient d'un bien long congé.